

sa durée. Certaines des incertitudes scientifiques peuvent être éliminées en continuant la recherche, dans le cadre des programmes actuels.

Le gouvernement partage l'avis de la Société royale voulant que toute étude canadienne sur l'hiver nucléaire soit vraiment coordonnée aux efforts déployés dans ce domaine par d'autres pays. Pour cette raison, le gouvernement compte transmettre des exemplaires du rapport aux Nations-Unies, conformément à la résolution 39-148F adoptée au cours de la 39e séance de l'Assemblée générale des Nations-Unies. Au cours de la dernière séance de l'Assemblée générale, le Canada a souligné l'importance, pour les nations, d'étudier le phénomène et de rapporter leurs conclusions à l'ONU, à titre d'effort international pour réduire la possibilité d'une guerre nucléaire. La présentation du rapport de la Société royale aux Nations-Unies sera utile, car elle représentera l'effort du Canada visant à faire en sorte que tous les pays reconnaissent qu'en cas de guerre nucléaire, il n'y aurait que des perdants.

Cependant, la Société royale partage l'hypothèse de la défense civile voulant qu'il y ait des survivants. C'est un devoir humanitaire du gouvernement que de disposer au moins de plans modestes afin d'augmenter le nombre de survivants éventuels. Dans ses plans actuels, la défense civile s'est concentrée sur les problèmes reliés à la survie à brève échéance. L'hypothèse de l'hiver nucléaire transpose le problème sur une plus longue période et le gouvernement accepte la recommandation de la Société royale voulant que soient réexaminés nos préparatifs pour la période suivant une attaque nucléaire, y compris les conséquences pour l'agriculture, les transports, les communications et les conditions générales de vie.

Par delà sa nature scientifique, le rapport de la Société royale comporte aussi des implications en matière de sécurité nationale. Il est clair qu'un conflit nucléaire serait catastrophique. Cela renforce notre intime conviction qu'il faut empêcher toute guerre nucléaire. En conséquence, le gouvernement continue d'appuyer l'OTAN et sa politique de dissuasion, qui a garanti notre sécurité depuis plus de 35 ans. Nos adversaires doivent comprendre qu'aucune guerre nucléaire ne peut être remportée dans le sens habituel que l'on donne au mot victoire. Il s'ensuit donc que nous devons continuer à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour décourager la moindre velléité de guerre.